



Bulletin de l'Association Henri Pézerat • Travail • Santé • Environnement

*Mai 2016*

Cette lettre électronique reprend les différentes informations reçues les mois derniers sur l'adresse mail de l'association et les initiatives auxquelles elle a participé. **Faites-nous parvenir toutes les infos sur l'actualité de vos luttes, qu'elles puissent alimenter cette lettre mais également le site Internet !**

**Prochaine Assemblée Générale de l'Association Henri-Pézerat**  
**Rendez-vous à Riom-ès-Montagne (dans le Cantal)**  
**les 3 et 4 juin 2016**

Déjà une trentaine de personnes de toute la France ont prévu de rejoindre Riom pour participer à l'AG, et s'ajouter à la mobilisation locale qu'animent nos amis Frank et Yves de France Télécom. **Vous trouverez en pièce jointe l'ordre du jour prévisionnel** de cette AG : n'hésitez pas à nous faire part de vos contributions à l'ordre du jour et questions diverses.

**Urgence :**

Des inscriptions continuent à nous parvenir alors que les réservations collectives pour le gîte sont bouclées depuis début mars. Et d'autres s'annulent. Pour des raisons d'organisation et pouvoir nous compter, **merci de remplir et de nous retourner le bulletin ci-joint** (même pour celles et ceux qui l'avaient déjà fait).

**Important :**

- pour les repas : Nous devons faire le point sur le nombre de repas **avant le 21 mai**. Toute réservation parvenue au terme de cette date ne sera pas prise en compte. Mais l'espace est disponible pour celles et ceux qui désirent se faire à manger ou dévorer un pique-nique.
- Pour le logement : toutes les réservations gîte qui nous sont parvenues avant début mars ont été prises en compte. Les personnes qui envisagent de camper (tente ou camping car) sont invitées à réserver par elles-mêmes auprès du camping le Sedour. Pareil pour les personnes qui n'avaient pas réservé avant fin mars (il existe aussi des hôtels sur la ville : à vous de jouer).

## Agenda

• **Le 23 mai prochain**, une Journée d'échange sur le troisième **Plan santé au travail** est organisée au ministère des Affaires sociales et de la Santé (Salle Pierre Laroque, 14, Av Duquesne 75007 Paris). Pour les Franciliens, il est possible de venir faire entendre ses désaccords avec ce plan ridicule au regard des enjeux, à condition de s'inscrire vite (inscription obligatoire) sur : <http://ptolemee.com/pst/inscription.html>

• **Le 7 juin prochain, la Cour de cassation rendra sa décision** concernant le procès pénal ouvert il y a vingt ans à la suite de la plainte déposée par des victimes de l'amiante, anciennes ouvrières de **l'usine AMISOL à Clermond-Ferrand** (voir [www.asso-henri-pezerat.org/category/amiante/amisol/](http://www.asso-henri-pezerat.org/category/amiante/amisol/)). Cette décision, si elle est favorable aux victimes, pourrait marquer enfin l'ouverture du procès de Claude Chopin, dernier PDG de cette usine célèbre par les conditions de travail et d'exposition à l'amiante, responsable de tant et tant de victimes parmi les ex-travailleuses et travailleurs du site. **A tous ceux et celles qui peuvent aider à la diffusion de cette décision lorsqu'elle interviendra, merci de prendre contact avec Josette Roudaire (04 73 87 92 49).**

• **Le 8 juin prochain, un rassemblement de soutien aux deux médecins du travail B. Berneron et D. Huez** est organisé devant le Conseil national de l'Ordre des médecins, à l'occasion de l'audience en appel devant la chambre nationale de l'Ordre les concernant. Ils ont tous deux été condamnés en première instance à un **avertissement** suite à des **plaintes d'employeurs**, pour avoir **fait le lien entre le travail et la souffrance mentale** de salariés. Rendez-vous à partir de **13h30, 180 bd Haussmann, 75008 Paris** pour leur appel devant la chambre nationale disciplinaire de l'Ordre des médecins.

Dans une lettre ouverte à la ministre de la Santé, ils demandent la modification de la réglementation pour que les employeurs ne puissent plus porter plainte contre des médecins devant le conseil de l'ordre. Plus de renseignements sur [www.a-smt.org](http://www.a-smt.org)

*Contact : Docteur Alain Carré, coordonnateur de la pétition de soutien pour l'association Santé et médecine du travail – 06 76 94 16 05.*

Par ailleurs une autre affaire de médecins du travail aux prises avec des employeurs a éclaté dans le BTP. Le docteur Jean-Louis Zylberberg, salarié de l'association APST en Ile-de-France, fait l'objet d'une procédure de licenciement pour avoir trop bien fait son métier. Voir sur [www.humanite.fr/dans-le-btp-un-medecin-du-travail-menace-de-licenciement-601321](http://www.humanite.fr/dans-le-btp-un-medecin-du-travail-menace-de-licenciement-601321)

Mais au rang des bonnes nouvelles, le médecin du travail Isabelle Kryvenac, médecin du travail à PSA-Metz, pourra rester à son poste, le ministère du Travail ayant refusé à PSA l'autorisation de mettre fin à sa période d'essai : [www.humanite.fr/le-docteur-courage-pourra-continuer-son-travail-chez-psa-601295](http://www.humanite.fr/le-docteur-courage-pourra-continuer-son-travail-chez-psa-601295)

• **Le 16 juin prochain se tiendront à Rouen des Etats Généraux de la santé des travailleurs, sous le titre « Maladies professionnelles : agir syndicalement pour les éradiquer ! », à l'initiative de l'UD CGT, Solidaires, le Syndicat des avocats de France de**

Seine-Maritime et de l'association Henri-Pézerat. La prochaine réunion de préparation se tient le 18 mai à 16h30 dans les locaux de la CGT, 26 avenue Rondeaux à Rouen.

*Contact : Gérald Le Corre (CGT et association Henri-Pézerat) au 07 82 62 80 82.*

Il s'agit de la version locale de la manifestation qui s'est tenue à Paris mi-mars, dont une restitution est en cours de préparation (synthèse des ateliers, plateforme de revendications notamment). En attendant, voici un petit résumé d'ambiance filmée :

<http://neplusperdresaviealagagner.org/bilan-des-etats-generaux-de-la-sante-des-travailleuses-et-des-travailleurs/>

## Des nouvelles des collectifs en lutte

• **Plusieurs associations adhérentes de l'association Henri-Pézerat ont organisé leurs assemblées générales en avril.**

- Pour l'**Association des malades de la chimie** (AMC, Commentry, Allier), le constat des nombreuses fautes inexcusables obtenues grâce à une coopération sans faille avec les avocats témoigne de la mobilisation de l'association qui, cependant, s'inquiète des victimes qui continuent de se faire connaître, ainsi que de la poursuite du procédé qui dans l'usine est responsable des cas de cancer. Une procédure pénale est en cours.

[www.asso-henri-pezerat.org/liens/amc/](http://www.asso-henri-pezerat.org/liens/amc/)

- **Pour le CAPER Auvergne (Clermond-Ferrand)**, il s'agissait de faire le point du chemin parcouru depuis 20 ans, mais aussi se préparer à la décision de la cour de Cassation du 7 juin prochain.

- **L'ADDEVA 81 (Gaillac, Tarn)** célébrait les 20 ans d'existence de l'association et l'inauguration d'un nouveau local permettant de meilleures conditions de travail et d'accueil pour les bénévoles, mais aussi de convivialité. Le bilan de 20 ans d'activité témoigne de la gravité de l'épidémie de cancers de l'amiante, mais aussi des difficultés rencontrées dans certaines démarches de reconnaissance.

- **L'ARDEVA Sud-Est qui regroupe le Var et la Corse** a montré sa capacité d'initiative dans le domaine judiciaire, avec en particulier la condamnation en appel de Vinci qui intervient en terrain amiantifère dans des conditions dangereuses, tant pour les travailleurs que pour la population. A lire sur [www.corsematin.com/article/ville-di-pietrabugno/amiante-une-societe-du-groupe-vinci-a-nouveau-condamnee-en-appel.1944762.html](http://www.corsematin.com/article/ville-di-pietrabugno/amiante-une-societe-du-groupe-vinci-a-nouveau-condamnee-en-appel.1944762.html)

- **Le Collectif des riverains du CMMP d'Aulnay-sous-bois (Ban Asbestos France)**, avec la participation du centre d'information et d'accompagnement des exposés à l'amiante du CMMP (CI3A), d'Aulnay environnement et de l'ADDEVA 93, a tenu une réunion d'information sur les suites des actions menées depuis 20 ans, concernant les conséquences sanitaires de cette ancienne usine de broyage d'amiante implantée au cœur d'Aulnay-sous-bois. Actuellement, une recherche-action est en cours, fondée sur un partenariat citoyens-institutions pour le suivi des exposés. Une quarantaine de personnes étaient présentes et ont activement participé au débat.

A retrouver sur [www.monaulnay.com/2016/05/usine-damiente-daulnay-ce-nest-pas-fini.html#comments](http://www.monaulnay.com/2016/05/usine-damiente-daulnay-ce-nest-pas-fini.html#comments)

Dans toutes ces assemblées générales, les difficultés concrètes pour l'obtention des droits à réparation montrent que l'action concertée et solidaire envisagée pour les mois à venir est indispensable. Nous en parlerons durant notre prochaine AG.

*Cette lettre est l'occasion de demander aux uns et aux autres de transmettre à l'équipe de coordination de l'association Henri-Pézerat, sous une forme ou une autre, des articles ou rapports ou résumés de ce qui s'est dit lors de ces assemblées générales, afin de mieux faire connaître à tous l'expérience des combats. Des documents audio et photos peuvent également être mis sur le site internet.*

• **Chez Eternit, la justice passe plus vite dans un sens que dans l'autre.** Alors que les plaintes de salariés victimes de l'amiante contre ce géant de l'amiante n'ont toujours pas débouché sur un procès pénal à ce jour, que la clôture de l'instruction qui devait avoir lieu début 2016 a été repoussée d'un an suite à une nouvelle demande d'expertise par les juges du pôle de santé publique de Paris, une juge d'instruction de Versailles **a convoqué début avril six anciens salariés du site Eternit de Vitry-en-Charollais (Saône-et-Loire), en vue de leur examen**, suite à une **plainte d'Eternit pour des faits survenus en 2011**.

Cette année-là, les salariés en lutte pour les salaires et contre l'installation d'une décharge d'amiante dans leur usine – annulée par la justice administrative par la suite – avaient organisé un rassemblement devant le siège de la société à Vernouillet en région parisienne. La direction leur reproche des dégradations à l'intérieur des locaux, alors que l'action s'était déroulée dans le calme. Parmi les six, cinq étaient en 2011 élus CGT de l'usine de Vitry ou de Thiant (Nord), le sixième est Jean-François Borde, ancien élu du site également, mais à l'époque des faits président du CAPER engagé dans la bataille contre l'installation de la décharge. La convocation initialement prévue pour le 14 avril a été reportée au 25 mai prochain.

• **Laurent Indrusiak mis en examen.** Depuis 2013, la CGT de l'Allier, avec son Union Locale de Montluçon, dénonce avec courage et détermination les conditions de travail scandaleuses de près de 200 salariés de l'entreprise « Environnement Recycling ». Montée en 2011 à grands renforts d'aides publiques, employant des personnes en réinsertion et des travailleurs handicapés, l'entreprise expose les salariés aux poussières extrêmement toxiques du broyage de tubes cathodiques d'anciens téléviseurs (voir sur [www.asso-henri-pezerat.org/?s=Environnement+recycling&submit=Search](http://www.asso-henri-pezerat.org/?s=Environnement+recycling&submit=Search)).

**La demande d'ouverture d'une enquête pénale déposée par les unions CGT, locale et départementale, auprès du procureur, visant à examiner la mise en danger des salariés a été classée sans suite.**

**A contrario**, suite à une plainte pour diffamation de la part de la direction de l'entreprise, le secrétaire général de l'Union Départementale, **Laurent Indrusiak s'est vu signifier sa mise en examen**, mercredi 11 mai 2016, après plusieurs interrogatoires. Ce 11 mai, la

CGT organisait à Montluçon un meeting de soutien auquel participaient la confédération et le Comité régional CGT, mais aussi les syndicats Solidaire, la FSU, FO et la CNT, ainsi que de très nombreux syndicalistes. L'association Henri-Pézerat (Annie Thébaud-Mony) et l'Association des Malades de la Chimie (Christian Micaud et Gérard Barrat) étaient également venus apporter leur soutien et participer à cette mobilisation contre une justice à deux vitesses.

Lire sur [www.cgt03.com/index.php/component/content/article/2-articles/116-ci-dessous-communique-de-la-confederation-repression-syndicale-metaux-lourds-et-chape-de-plomb-la-sale-politique-d-environnement-recycling?Itemid=101](http://www.cgt03.com/index.php/component/content/article/2-articles/116-ci-dessous-communique-de-la-confederation-repression-syndicale-metaux-lourds-et-chape-de-plomb-la-sale-politique-d-environnement-recycling?Itemid=101)

**Sur ces deux affaires, lire « Deux syndicalistes mis en examen pour avoir protégé la santé des salariés ? »** sur [www.bastamag.net/Convoques-par-la-justice-pour-avoir-defendu-la-sante-des-salaries](http://www.bastamag.net/Convoques-par-la-justice-pour-avoir-defendu-la-sante-des-salaries)

- **Nucléaire et irradiés.**

- **Une décision scandaleuse :** La cour de Cassation a rendu sa décision dans le dossier de reconnaissance en maladie professionnelle de Louis Suignard, ancien mécanicien à la DCN de l'Ile Longue, où il a travaillé au contact des têtes nucléaires de missile. Alors que le TASS avait reconnu son cancer de la prostate en maladie professionnelle, le ministère de la Défense avait fait appel de cette décision. La cour d'Appel puis de Cassation ont été dans son sens en remettant en cause cette reconnaissance, évoquant notamment les avis de CRRMP qui soulignent l'absence d'études épidémiologiques portant sur les cancers associés aux travaux de fabrication et maintenance des armes nucléaires. Une décision scandaleuse quand on sait que le cancer de la prostate figure bel et bien sur la liste américaine des cancers professionnels radio-induits, à l'appui d'études épidémiologiques. Voir le communiqué de l'association sur :

[www.asso-henri-pezerat.org/wp-content/uploads/2016/03/Communique%CC%81-Louis-Suignard-Cour-cassV2.pdf](http://www.asso-henri-pezerat.org/wp-content/uploads/2016/03/Communique%CC%81-Louis-Suignard-Cour-cassV2.pdf)

- **Une victoire :** Engagées depuis 2007 devant le tribunal du travail de Papeete, les demandes de reconnaissance de maladie professionnelle de Lucien Faara et de Robert Voirin, anciens travailleurs de Moruroa, viennent d'aboutir positivement par un arrêt de la Cour d'appel de Papeete du 18 février 2016. Les avocats Jean-Paul Teissonnière et Philippe Neuffer, étaient opposés à l'employeur des deux anciens travailleurs, au CEA et à la Caisse de Prévoyance Sociale qui gère les dossiers de maladies professionnelles.

**L'évidence du lien entre les essais nucléaires et les maladies des anciens travailleurs de Moruroa est ainsi confirmée par les juges :** le tribunal reconnaît des « présomptions graves précises et concordantes sur l'existence de retombées radioactives présentant un danger sanitaire » ayant un lien de causalité entre l'activité professionnelle des deux travailleurs et les maladies dont ils ont souffert.

La cour d'appel de Papeete conclut qu'il est « établi que le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives avait conscience du danger auquel étaient exposés les salariés sur les sites de tirs nucléaires, notamment atmosphériques, en Polynésie » et



que ce même CEA est « présumé avoir commis un manquement à son obligation de sécurité » et « qu'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour préserver » ces travailleurs du danger qui les menaçait.

Contact : Association Moruroa e tatou (Papeete -Tahiti) – [moruroaetatou@mail.pf](mailto:moruroaetatou@mail.pf)

- **Une première** : Pour la première fois, la **faute inexcusable de l'employeur** a été reconnue le 14 avril dernier pour un **cancer broncho-pulmonaire liée aux rayonnements ionisants** ayant entraîné le décès en septembre 2012 de **Christian Verronneau, ancien salarié de la sous-traitance du secteur nucléaire**. La société condamnée est Endel, filiale d'Engie (ex-GDF-Suez), pour laquelle Christian travaillait depuis 1981.

Le communiqué de l'association :

[www.asso-henri-pezerat.org/endel-groupe-engie-condamne-pour-faute-inexcusable/](http://www.asso-henri-pezerat.org/endel-groupe-engie-condamne-pour-faute-inexcusable/)

Le site Mediapart a relayé l'information (voir en pièce jointe), ainsi que Basta :

[www.bastamag.net/Victoire-pour-les-sous-traitants-du-nucleaire-la-faute-inexcusable-d-un](http://www.bastamag.net/Victoire-pour-les-sous-traitants-du-nucleaire-la-faute-inexcusable-d-un),

et l'Humanité :

[www.humanite.fr/endel-condamnee-pour-un-cancer-du-nucleaire-605572](http://www.humanite.fr/endel-condamnee-pour-un-cancer-du-nucleaire-605572)

• **Verriers de Givors**. Le Conseil des Prud'hommes de Lyon a rendu le 28 avril dernier son jugement en départage (formation composée de quatre conseillers prud'hommes et d'un juge professionnel). Les soixante anciens **verriers de Givors (Rhône)** sont déboutés de leurs demandes de **délivrances d'attestations d'expositions à l'amiante et aux produits toxiques** utilisés dans la fabrication du verre et d'indemnisation du **préjudice d'anxiété**.

A la lecture des attendus du jugement il apparaît évident que seule la voix de la multinationale O.I-Manufacturing a été entendue. Aucun des éléments factuels de l'exposition à l'amiante et aux produits chimiques n'ont été pris en compte, il est même affirmé qu'ils n'ont pas été fournis, contrairement aux dossiers déposés et à la plaidoirie de Me François Lafforgue, avocat des verriers.

Lire la suite du communiqué de l'association des anciens verriers :

[www.verriers-givors.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=468:prud-hommes-sans-departage&catid=80&Itemid=484](http://www.verriers-givors.com/index.php?option=com_content&view=article&id=468:prud-hommes-sans-departage&catid=80&Itemid=484)

• Les 23 et 24 mars derniers s'est tenue au conseil des prud'hommes de Forbach (Moselle) l'audience en départage pour **834 « gueules noires », anciens mineurs de charbon**, qui demandent la condamnation de leur ancien employeur **Charbonnages de France** à indemniser leur « **préjudice d'anxiété** », lié à une exposition à une série de produits cancérogènes et toxiques pendant toute leur carrière. Le délibéré a été fixé au **30 juin prochain**. La décision est d'autant plus attendue que l'an dernier, la Cour de Cassation a restreint l'indemnisation du préjudice d'anxiété pour les victimes de l'amiante, en la limitant aux salariés ayant travaillé sur un site inscrit sur la liste donnant droit à la « préretraite amiante » (ACAATA), sans que l'on sache encore si cette restriction

empêchera la reconnaissance du préjudice d'anxiété pour d'autres types d'expositions que l'amiante, comme les mineurs.

Voir [www.republicain-lorrain.fr/edition-de-forbach/2016/03/24/anxiete-des-mineurs-a-forbach-une-reponse-aux-834-demandes-sera-donnee-le-30-juin](http://www.republicain-lorrain.fr/edition-de-forbach/2016/03/24/anxiete-des-mineurs-a-forbach-une-reponse-aux-834-demandes-sera-donnee-le-30-juin)

Et aussi en pièce jointe, la revue de presse sur cette « action contamination des mineur lorrain CFDT ».

• **L'amiante dans le sous-sol : la mine de tungstène en Ariège.** La demande de permis de recherche déposé par la société Variscan-Mines continue d'alimenter la controverse, sachant qu'une consultation publique par voie électronique a été ouverte par le ministère de l'Industrie entre le 1<sup>er</sup> et le 15 avril 2016. Plusieurs associations dont l'Association Henri-Pézerat mènent solidairement un travail d'information auprès des pouvoirs publics et de la population. Une rencontre avec le cabinet du ministre de l'Environnement est prévue courant juin. Voir les sites :

- Couflans Salau Demain : [www.facebook.com/couflenssalaudemain/](http://www.facebook.com/couflenssalaudemain/)

- Comité Ecologique Ariégeois : <http://cea09ecologie.org/spip.php?rubrique106>

- Association Henri-Pézerat :

[www.asso-henri-pezerat.org/amiante-une-mine-pyreneenne-fait-polemique/](http://www.asso-henri-pezerat.org/amiante-une-mine-pyreneenne-fait-polemique/)

- Ecouter l'interview (téléphonique) d'Annie Thébaud-Mony sur <http://cea09ecologie.org/spip.php?article253>

- Un reportage télévisé (Côtes d'Armor) : [www.screencast.com/t/j1N194D4o](http://www.screencast.com/t/j1N194D4o)

## Le droit en pratique et autres outils

• **Alerte à la destruction délibérée des institutions de protection de la santé au travail – Pour le retrait du projet de loi El Khomri et l'abrogation du décret du 9 février 2016.** Sous ce titre, une tribune signée par Eric Ben Brik, médecin, professeur de pathologie professionnelle et Annie Thébaud-Mony, Directeur de recherche honoraire INSERM, à retrouver sur [www.asso-henri-pezerat.org/la-sante-des-travailleurs-un-droit-fondamental](http://www.asso-henri-pezerat.org/la-sante-des-travailleurs-un-droit-fondamental)

La protection sociale est puissamment remise en cause sous des formes variées et parfois insoupçonnables sauf à exercer une vigilance de tous les instants sur tous les textes qui sortent, le plus souvent sans publicité. Il en est ainsi de la remise en cause du barème d'indemnisation pour la réparation des MP, mais aussi de la mise en place d'une véritable discrimination à l'égard des travailleurs étrangers dans l'accès à l'assurance maladie. Voir notamment :

[www.fnars.org/champs-d-action/sante/actualites-sante-menu/6482-la-puma-risque-d%E2%80%99affaiblir-les-droits-des-%C3%A9trangers](http://www.fnars.org/champs-d-action/sante/actualites-sante-menu/6482-la-puma-risque-d%E2%80%99affaiblir-les-droits-des-%C3%A9trangers)

et [www.asso-henri-pezerat.org/alerte-pour-labrogation-du-decret-du-9-fevrier-2016-veritable-remise-en-cause-dun-siecle-de-droit-reparation-des-victimes-dat-mp](http://www.asso-henri-pezerat.org/alerte-pour-labrogation-du-decret-du-9-fevrier-2016-veritable-remise-en-cause-dun-siecle-de-droit-reparation-des-victimes-dat-mp)

• **Fiches toxicologiques : une nouvelle base de données dédiée.** L'INRS met en ligne une nouvelle base de données regroupant les fiches toxicologiques de plus de 300

substances. Ces fiches prennent en compte le nouvel étiquetage CLP (Classification, Labelling, Packaging) et sont consultables sur tous supports (ordinateur, tablette, smartphone). Elles informent sur les données toxicologiques, les caractéristiques physico-chimiques, les applications industrielles, les voies d'exposition des salariés, les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP), les méthodes de détection, l'étiquetage, le rappel des principaux textes réglementaires relatifs à la sécurité au travail, les recommandations pratiques en matière de prévention technique et médicale. La base de données permet de rechercher par nom chimique, numéro de fiche, numéro CAS, numéro CE et par mots clefs.

[www.inrs.fr/actualites/nouvelle-base-de-donnees-fiches-toxicologiques.html](http://www.inrs.fr/actualites/nouvelle-base-de-donnees-fiches-toxicologiques.html)

**Rappelons que l'Institut syndical européen a mis également à disposition sur son site une base de données des substances toxiques**

sur [www.etui.org/fr/Themes/Sante-et-securite/Produits-chimiques-et-REACH/Base-de-donnees-RISCTOX-EN](http://www.etui.org/fr/Themes/Sante-et-securite/Produits-chimiques-et-REACH/Base-de-donnees-RISCTOX-EN)

Et établit une liste de 568 substances toxiques extrêmement préoccupantes que l'ECHA, chargée de la mise en œuvre du règlement européen REACH, devrait examiner en priorité.

Sur [www.etui.org/fr/Publications2/Guides/Liste-syndicale-des-substances-chimiques-prioritaires-pour-l-autorisation-dans-REACH](http://www.etui.org/fr/Publications2/Guides/Liste-syndicale-des-substances-chimiques-prioritaires-pour-l-autorisation-dans-REACH)

• **Directive européenne prévention des cancers d'origine professionnelle : « un contenu minimaliste ».** Après plus de dix années d'atermolements, la Commission européenne a adopté le 11 mai une proposition de révision de la directive sur la prévention des cancers professionnels. « Le point positif est que le processus législatif est maintenant ouvert et qu'il sera possible d'amender cette proposition initiale. Son contenu reste minimaliste. Aucun article de la directive n'a été amélioré. Seule l'annexe 3 sur les VLEP a été substantiellement modifiée. Elle ne concerne cependant que 13 cancérogènes, ce qui est bien trop modeste par rapport aux demandes de la présidence néerlandaise », juge Laurent Vogel, chercheur à l'ETUI.

En termes de contenu, les VLEP proposées pour un certain nombre de substances sont beaucoup plus élevées que celles adoptées dans plusieurs États membres. L'exemple le plus caractéristique concerne la silice cristalline, une substance qui provoque des maladies et cancers du système respiratoire. La balle est désormais dans le camp du Parlement européen et du Conseil des ministres. Ceux-ci peuvent amender la proposition de la Commission de manière à renforcer la protection des travailleurs contre le risque de cancer. Ils peuvent notamment étendre le champ d'application de la directive aux toxiques pour la reproduction qui constituent un risque important dans le monde du travail absent de la proposition formulée par la Commission. **L'association Henri-Pézerat prendra contact avec les parlementaires européens pour tenter de faire adopter des amendements. Toute suggestion à ce sujet est la bienvenue.**

Lire le communiqué de Etui :

[www.etui.org/fr/Themes/Sante-et-securite/Actualites/Revision-de-la-legislation-europeenne-sur-les-cancers-professionnels-un-trop-petit-pas-en-avant](http://www.etui.org/fr/Themes/Sante-et-securite/Actualites/Revision-de-la-legislation-europeenne-sur-les-cancers-professionnels-un-trop-petit-pas-en-avant)



- **Support de rencontres et de débats, le film de Pierre Pézerat, *Les Sentinelles*, a entamé sa tournée.** Inscrit pour participer à plusieurs festivals, il sera peut-être sélectionné, ce qui lui garantirait une meilleure diffusion. En attendant, une version courte pour les chaînes de télévision est en cours de montage.

Après Ivry, Gaillac, Toulouse, Clermont-Ferrant, Ollioules..., il sera projeté au cinéma de Riom-es-Montagnes à l'occasion de notre prochaine assemblée générale. Si vous voulez organiser une projection dans votre ville ou votre association, n'hésitez pas à contacter Pierre Pézerat : [pierrepezerat@yahoo.fr](mailto:pierrepezerat@yahoo.fr)

La présentation du film et des acteurs par Pierre Pézerat :

[www.acacia-dore.fr/wordpress/wp-content/uploads/2016/04/Presentation-Les-Sentinelles-cinemas.pdf](http://www.acacia-dore.fr/wordpress/wp-content/uploads/2016/04/Presentation-Les-Sentinelles-cinemas.pdf)

La bande annonce de ce documentaire : <https://vimeo.com/153098095>

- **Certificat médical initial (CMI) en maladie professionnelle : nouveau formulaire.**

Un nouvel arrêté, paru le 30 mars au Journal officiel, vient de modifier le formulaire déjà modifié en 2014. Il faudra désormais utiliser le formulaire Cerfa 11138\*04 (et non plus Cerfa 11138\*03), avec la notice Cerfa 50513#04. Ce formulaire peut être obtenu auprès des organismes d'assurance maladie. Ce certificat sert notamment à établir la date de la première constatation médicale de la maladie professionnelle.

- **Droit (et lanceurs) d'alerte : état des lieux.** L'Assemblée générale du Conseil d'État vient d'adopter son étude relative au droit d'alerte en février 2016. Après avoir dressé le bilan des divers mécanismes de signalement et des dispositifs plutôt récents d'alerte professionnelle en droit français, **le Conseil d'État préconise l'amélioration des dispositifs existants et la sécurisation du processus de l'alerte** (signalement de l'alerte, traitement de l'alerte, protection du lanceur et de la personne visée par l'alerte) par l'adoption d'un socle commun cohérent en la matière.

Pour consulter l'étude : [www.conseil-etat.fr/Media/CDE/Francais/Documents/Etudes-et-publications/etude-le-droit-d-alerte](http://www.conseil-etat.fr/Media/CDE/Francais/Documents/Etudes-et-publications/etude-le-droit-d-alerte)

## A lire, (re)voir, (ré)écouter...

- Le bulletin « Et Voilà... » n°44 de la commission santé et conditions de travail de l'Union syndicale Solidaires : [www.solidaires.org/Et-voila-no44-mars-2016](http://www.solidaires.org/Et-voila-no44-mars-2016)

Il annonce notamment la mise en ligne d'un site consacré aux frères Bonneff, infatigables chroniqueurs du monde du travail au début du 20<sup>e</sup> siècle, notamment dans l'*Humanité* :

[www.bonneff.com/](http://www.bonneff.com/)

Et présente l'émission « **Secrets de fabrication** » diffusée sur **Fréquence Paris Plurielle** (106.3 FM et [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net)) tous les 3<sup>e</sup> vendredis du mois de 20h30 à 21h30 : « Animée par des syndicalistes de l'inspection du travail et de Pôle Emploi, l'émission lève le voile sur ce qui se passe réellement dans l'administration, de l'autre côté des guichets, mais aussi dans l'emploi, c'est-à-dire au travail et donc dans l'entreprise. Des invités variés, salariés, fonctionnaires, travailleurs privés d'emploi ou non déclarés, y témoignent de leurs vies, leurs

*indignations, leurs refus et leurs luttes, sur le lieu de travail, public ou privé. En échangeant les expériences, les rêves et les réflexions sur les résistances à l'exploitation et à la chosification, au cœur de la relation de travail, « Modes d'emploi : les Secrets de fabrication » essaiera d'explorer les voies et les moyens de l'émancipation sur le lieu de travail. »*

- Puisque le harcèlement et les agressions sexuels font la Une des journaux, ce n'est pas si fréquent, profitons-en pour signaler ce **petit guide d'action à destination des femmes ou hommes victimes de violence sexiste au travail** :

[www.souffrance-et-travail.com/guides-pratiques/guide-du-harcelement-sexuel/guide-du-harcelement-sexuel-se-defendre/](http://www.souffrance-et-travail.com/guides-pratiques/guide-du-harcelement-sexuel/guide-du-harcelement-sexuel-se-defendre/)

- **Appel à soutien à l'Association française des victimes du saturnisme (AFVS)**, membre de l'association Henri-Pézerat. Le décret interministériel du 8 juin 2015 instaure une baisse des seuils donnant lieu à une déclaration obligatoire de la maladie à hauteur de 50µg/L au lieu de 100 µg/L et à la mise en place d'une vigilance particulière à partir de 25µg/L. Indispensable à l'évolution de la lutte contre le saturnisme, ce décret n'est pas sans conséquences sur les actions menées par l'AFVS qui va devoir faire face à une augmentation du nombre de dossiers à traiter et à accompagner tout comme elle doit actualiser tous ses outils d'information et de prévention comme le site internet, les diverses brochures, la plaquette. Dans un contexte où les subventions publiques et privées sont en forte diminution, elle fait appel à notre solidarité pour faire face à ces nouveaux frais afin qu'elle puisse continuer à mener des actions pertinentes et durables dans la lutte contre le saturnisme infantile. Vous pouvez adresser vos dons à l'appui du bulletin ci-joint. Contact : [afvs@free.fr](mailto:afvs@free.fr)

- **Salariés à prix cassés**, un magazine Cash Investigation sur les travailleurs détachés. Originaires du Portugal, de Roumanie ou bien de Pologne, ils font le bonheur de nos entreprises du BTP ou de l'agroalimentaire car **ils coûtent beaucoup moins cher que les salariés français. On les appelle les travailleurs détachés. Aujourd'hui, on en compte 230 000 sur le sol français.** Mais bien souvent ils ne seraient pas assez « low cost » pour certains patrons qui n'hésiteraient pas à frauder, imposant des salaires au rabais et des horaires de forçat, ou pire encore, qui ne les déclareraient pas. Il y aurait 300.000 détachés illégaux. Les journalistes de Cash Investigation ont enquêté sur cette fraude qui **coûterait à notre système de protection sociale près de 400 millions d'euros.** A (re)voir sur : [www.youtube.com/watch?v=VsumzgKu7E](http://www.youtube.com/watch?v=VsumzgKu7E)

- **Diesel : un pneumologue face à ses mensonges.** Cinquante mille à soixante mille euros par an : c'est ce qu'a confessé avoir touché du pétrolier Total, depuis la fin des années 1990, le pneumologue Michel Aubier, chef de service à l'hôpital Bichat, à Paris. Le médecin était entendu à huis clos, jeudi 17 mars au matin, par la commission d'enquête du Sénat sur le coût de la pollution atmosphérique, dans une ambiance assez lourde. Et pour cause. Voilà près d'un an, le 16 avril 2015, dans le cadre de ses travaux, cette même

commission avait auditionné en tant qu'expert M. Aubier, qui avait déclaré en préambule de son intervention : « Je n'ai aucun lien d'intérêt avec les acteurs économiques. » Pour Leila Aïchi, sénatrice écolo et rapporteure de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air, l'attitude de Michel Aubier n'est pas excusable :

[www.publicsenat.fr/lcp/politique/conflit-d-interet-michel-aubier-malhonnete-merite-d-etre-denonce-selon-leila-aichi-128](http://www.publicsenat.fr/lcp/politique/conflit-d-interet-michel-aubier-malhonnete-merite-d-etre-denonce-selon-leila-aichi-128)

Lire également [www.lemonde.fr/planete/article/2016/03/18/pollution-atmospherique-michel-aubier-face-a-ses-mensonges\\_4885689\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/03/18/pollution-atmospherique-michel-aubier-face-a-ses-mensonges_4885689_3244.html)

- **Contre l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste à Tendirra au Maroc.** La compagnie pétrolière britannique Sound Oil a annoncé être en cours de finalisation des préparatifs pour le forage d'un puits d'exploration de gaz dans l'Oriental au nord-est du Maroc, à Tendirra, tandis que le Maroc s'est lancé dans un plan d'exploitation du gaz de schiste. **La mobilisation s'organise**, notamment autour d'une association d'écologistes, Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental (ESCO).

Voir le site du Collectif Euro Maghrébin Anti Gaz de Schiste : <http://cemagas.org/>

- **Intérimaires et sous-traitants : pas de pré-retraite amiante.** Des dizaines de milliers de salariés ont travaillé en contact avec l'amiante, avant qu'elle ne soit interdite en 1997. La fibre tueuse pourrait causer 100 000 morts dans les trois prochaines décennies. Qu'ils aient travaillé sur des chantiers navals ou dans le BTP, ouvriers, artisans ou techniciens qui étaient en contact avec l'amiante peuvent bénéficier d'une préretraite. Problème : les intérimaires ont toutes les difficultés pour faire valoir ce droit. Et les salariés de sous-traitants en sont exclus, quand bien même ils ont travaillé sur les mêmes sites contaminés et aussi longtemps que leurs collègues. Une discrimination inscrite dans la loi qui pénalise les plus précaires, que la réforme du droit du travail ne règle bien évidemment pas.

[www.bastamag.net/Interimaires-et-sous-traitants-les-victimes-oubliees-de-l-amiante](http://www.bastamag.net/Interimaires-et-sous-traitants-les-victimes-oubliees-de-l-amiante)

- **Le magazine Sciences et vie publie un dossier au titre évocateur : « Amiante, le problème ne fait que commencer »** A retrouver en pièce jointe.

- **Soutenez les riggers victimes de l'effondrement de la scène de Madonna au stade Vélodrome.** « Après 7 années de procédure, ils attendent avec impatience et détermination l'audience du TGI de Marseille dans les mois à venir. La justice rendra sa vérité, et ainsi la reconnaissance de leur dignité aux 21 personnes blessées et aux deux personnes décédées. Les rescapés, ont bien conscience d'être des miraculés du destin. Ils veulent se reconstruire une autre vie car les séquelles physiques et psychologiques obligent à concevoir un autre lendemain. Leur lot quotidien, c'est de faire face aux harcèlements des machines administratives, qui bafouent leur statut de victimes. Ils attendent de ce procès de pouvoir tourner la page vers une autre vie.

Alors engagez vous à leur côté pour dire à toute notre société, la fatalité dans les accidents du travail ça n'existe pas et un travailleur vaut plus que tout l'argent du monde. »

Signez la pétition sur : [www.change.org/p/michel-bianco-soutenez-les-rippeurs-victime-de-l-effondrement-de-la-scene-de-madonna-au-stade-v%C3%A9l%C3%B4drome?recruiter=8106890&utm\\_source](http://www.change.org/p/michel-bianco-soutenez-les-rippeurs-victime-de-l-effondrement-de-la-scene-de-madonna-au-stade-v%C3%A9l%C3%B4drome?recruiter=8106890&utm_source)

• **Contre l'instauration des compteurs Linky.** Encore un grand projet imposé, inutile et nuisible. Linky ne ferait que renforcer encore la dépendance actuelle de la France vis-à-vis du nucléaire. Il ne permet aucune économie d'électricité, et il coûte très cher, sans compter qu'il pose des questions de santé publique en lien avec le rôle des radiofréquences. Des communes en nombre croissant refusent Linky sur leur territoire. Un nombre croissant de structures membres de l'association Henri-Pézerat font résistance sur leur territoire. Pour exprimer votre refus que votre compteur actuel soit remplacé par Linky, vous pouvez écrire à ERDF et à la (au) Maire de sa commune (en recommandé avec accusé de réception) et en afficher une copie sur votre compteur. Et signer cette pétition : <http://campaigns.350.org/petitions/pour-l-abandon-du-passage-au-compteur-linky-ce-grand-projet-inutile-et-nuisible-2>

**Lire aussi le texte « pourquoi je ne veux pas Linky chez moi »** que nous fait parvenir une adhérente, en pièce jointe.

-----

**A vous lire sur vos actions, témoignages, etc.**

*Fanny et Anne, pour l'équipe d'animation  
<assohp@gmail.com>*

Cette lettre est adressée à tous nos adhérents et aux compagnons de route.  
Si vous ne voulez plus en être destinataire, n'hésitez pas à nous le faire savoir.